

## **Les guerres coloniales françaises au miroir communiste : quelques livres et deux ou trois choses que l'on sait d'elles**

Alain Ruscio (dir.), *L'Affaire Henri Martin et la lutte contre la guerre d'Indochine*, Pantin, Le Temps des cerises, 2005, 240 p. et *La question coloniale dans « L'Humanité » (1904-2004)*, Paris, La Dispute, 2005, 600 p. Isabelle Sommier et Jean Brugié, *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, Paris, Flammarion, 2005, 435 p.

### **Ouverture**

En France, le paysage historiographique actuel sur la colonisation et la décolonisation est, plus personne n'en doute, travaillé par la concurrence mémorielle, entre logiques de culpabilité (voire d'auto-culpabilité) et logiques victimaires<sup>1</sup>, du fait de multiples pressions qui s'exercent au sein de la société. D'un côté, nous trouvons les tenants nostalgiques d'une Algérie française qui « poussèrent » à l'adoption de la loi sur la colonisation du 23 février 2005 et de son désormais fameux article 4<sup>2</sup>, proposé par le député UMP du Nord Christian Vanneste (article « déclassé » par le président Chirac le 25 janvier 2006 suite à de très nombreuses protestations, en particulier d'historiens, universitaires et enseignants du secondaire<sup>3</sup>), de l'autre les partisans d'une fracture coloniale à l'œuvre dans notre société, avec la (re)construction d'une catégorie adéquate : l'« Indigène<sup>4</sup> ». Il paraît ainsi difficile de faire surgir une autre configuration dans l'espace public, même dans un pays possédant, quoiqu'on en dise, une riche tradition anticolonialiste.

Le colonisé et le dominé de l'Afrique ou de l'Asie ne semblent plus être perçus que comme bénéficiaires passifs des « jalons de la modernité »<sup>5</sup> ou héros, bien malgré eux, d'une histoire repeinte aux couleurs saint-sulpiciennes, sous les dehors de la défense des opprimés, non plus passifs, mais ethnicisés. Aux partisans de cette version de la mémoire coloniale, qui se réclament parfois un peu abusivement de Frantz Fanon, oserons-nous rappeler que celui-ci ne fut jamais dupe des identités, des soi-disant racines ou de torts particuliers à réparer. Dans un de ses ouvrages, n'écrivait-il pas : « (...) je ne suis pas esclave de l'Esclavage qui déshumanisa mes pères... Il n'y a pas de fardeau blanc, il n'y a pas de mission nègre<sup>6</sup> ». En tout état de cause, les prétentions à la « radicalité » des *Indigènes de la République*<sup>7</sup> et de leurs thuriféraires – militants, universitaires ou chercheurs – achoppent néanmoins, et nous abordons ici le domaine d'études privilégié du collectif *Dissidences*, sur un point crucial. En effet, l'argument colonial, outre d'être d'*autorité*, n'est utilisé ni par rapport au régime

capitaliste, à une domination socio-économique, ni par rapport à la question révolutionnaire, mais en vue d'une promotion des racines de l'« Indigène », de l'« Esclave » voire de sa religion, l'Islam. Une nouvelle *doxa* se met dès lors en place : l'*Indigène ne ment pas*. Nous avons affaire là à une sorte d'idéal de la permanence, un essentialisme qui traverserait les siècles, les territoires et les classes sociales. La sociologue Christine Delphy, une des initiatrices de cet *Appel des Indigènes* (par ailleurs féministe et altermondialiste) n'affirme-t-elle pas que « la division raciale, ou « Blancs/indigènes » [est] un *trait structurel* de la société, aussi structurel que la division en classes » et que cette analyse « exige que la division raciale soit prise en compte et modifie l'analyse des classes sociales »<sup>8</sup> ? On ne saurait être plus précis : la « race » en lieu et place de la classe.

Quittons ces territoires plus que piégés et plus que douteux. En effet, parallèlement aux travaux qui tendent à « réinsérer l'histoire coloniale dans l'histoire de France »<sup>9</sup>, nous semble-t-il plus conforme à nos problématiques de réinsérer l'histoire des postures et des luttes anticolonialistes dans l'histoire du communisme et de l'extrême gauche. Et en cela, nous ne pouvons que nous reconnaître dans ce qu'énonce le politologue Michel Hastings pour qui « faire du communisme, c'est historiquement ouvrir le politique à des populations qui, pour des raisons sociales, économiques, éthiques, ont manqué le train de l'histoire »<sup>10</sup>, hypothèse aux antipodes des assertions de Christine Delphy. La rupture avec les anciennes identités, le rejet du « vieil homme » pour faire « peau neuve », la violence libératrice qui purge de la soumission séculaire, les solidarités de classe et de combat qui transcendent les communautés figées, toute cette architecture émancipatrice fut partagée et « propagandée », y compris avec ses erreurs, ses calculs (parfois ses compromis), par celles et ceux qui se sont réclamés, à un moment ou à un autre, d'une *Weltanschauung* révolutionnaire, en Europe et dans ces territoires périphériques nommées les « colonies », taches roses des anciens atlas scolaires. Des taches roses que ces révolutionnaires s'étaient fixés comme objectif de faire virer au rouge !

## **Les communistes français et les luttes anticolonialistes : Que faire ?**

Dans de précédents numéros de *Dissidences/BLEMR* ancienne formule, un dossier sur l'anticolonialisme révolutionnaire<sup>11</sup> et un état des lieux de la recherche sur l'extrême gauche au miroir algérien<sup>12</sup> nous ont déjà permis de baliser quelque peu le sujet et de proposer deux

ou trois pistes de travail. Nous n'y reviendrons pas, du moins pour l'instant. Par contre, la parution récente de quelques ouvrages qui traitent des relations entre le Parti communiste et les guerres coloniales, des prises de position, collectives ou individuelles (ces dernières condamnables à priori par ce Parti, et de fait condamnées ou à tout le moins occultées, même si cela est souvent plus complexe qu'on a voulu le faire croire) de militants communistes au cœur des combats, voire des champs de bataille, permet d'éclairer quelque peu ces questions. En effet, le Parti communiste français, reconnu pendant des décennies comme organisation politique de la classe ouvrière, ne pouvait échapper à ce « retour du refoulé ». Pour diverses raisons, c'est la guerre d'Algérie qui reste « un sujet d'embarras pour le PCF », pour reprendre un titre du *Monde*<sup>13</sup> en 2004. La principale de ces raisons me semble être l'extrême méfiance éprouvée par des communistes envers une organisation et une direction non communistes (le FLN), présumé négatif absent lors de la guerre d'Indochine puisque la lutte de libération y était menée par des camarades : mêmes référents idéologiques, mêmes codes, mêmes symboles. On notera que cette méfiance<sup>14</sup> envers les militants nationalistes algériens, tentés par ce que Gilbert Meynier nomme « les valeurs d'une fraternité de guerriers »<sup>15</sup>, source de mini-bureaucraties à forts relents claniques, ne fut pas l'apanage de « staliniens » déclarés un peu trop vite xénophobes, mais fut partagée par certains groupes d'extrême gauche, par exemple la Fédération anarchiste (FA) ou les trotskystes de Voix ouvrière (VO)<sup>16</sup>. Comme le remarquait Aurélien Moreau dans l'article de *Dissidences/BLEMR* cité plus haut (n° 12-13), « force est de constater que l'engagement immédiat de l'extrême gauche française aux côtés des nationalistes algériens n'a pas été aussi automatique, aussi naturel qu'on a pu le prétendre » du fait en particulier d'un certain eurocentrisme et d'une bonne dose de méfiance envers un combat jugé bien peu prolétarien<sup>17</sup>.

Afin de commencer à résoudre ses problèmes mémoriels, le Parti communiste met en place dès 2001 un groupe de travail chargé de réfléchir sur la naissance du mouvement nationaliste algérien, sur les massacres de Sétif et Guelma en août 1945 (et le discours d'alors du Parti), sur le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet en 1956, et sur les actions de solidarité, actions de masse ou actions clandestines (réseaux, désertions)<sup>18</sup>. Les résultats ou conclusions nous sont pour l'instant inconnus. Néanmoins, sur les rapports entre le communisme français et les luttes anticoloniales, quelques titres sortis récemment, les trois que nous allons évoquer (deux ouvrages d'Alain Ruscio, fort différents l'un de l'autre, et un d'Isabelle Sommier et Jean Brugié) mais aussi d'autres<sup>19</sup>, sans être liés à ces réflexions, enrichissent pourtant, et ce fort à propos, un corpus éditorial teinté de militantisme (histoires ou témoignages) et

néanmoins peu fourni<sup>20</sup>, compte tenu du fait que trois thèses n'ont pas été publiées<sup>21</sup>, ce qui restreint d'autant l'accès aux connaissances.

Le premier livre, sous la direction d'Alain Ruscio, rassemble les actes d'une Journée d'études (à Paris, mairie du 11<sup>e</sup>, le 17 janvier 2004) sur l'affaire Henri Martin, campagne d'« agit-prop » communiste dans les années de guerre froide pour défendre un marin emprisonné, et le second est une sélection d'articles du journal *L'Humanité*, de sa fondation à aujourd'hui, sur la « question coloniale ».

Le 14 mars 1950, le quartier-maître Henri Martin est arrêté à l'Arsenal de Toulon par la gendarmerie militaire pour distribution de tracts contre la guerre d'Indochine dans une enceinte militaire. Ce qui va devenir l'« affaire Henri Martin » commence. C'est le récit et l'analyse de ces événements, dans leurs différents aspects, ainsi que d'autres affaires similaires, qu'historiens (Philippe Devillers, Axelle Brodiez, Anne Mathieu, Sabine Rousseau et bien sûr Alain Ruscio) et protagonistes, dont Henri Martin lui-même, ont évoqué lors de cette journée d'études. Celle-ci fut convoquée à la suite d'un appel, signé entre autres par la regrettée Madeleine Rebérioux, Pierre Vidal-Naquet, Daniel Hémerly, Claude Liauzu, etc. qui incitait à réfléchir « sur la notion d'engagement et sur les diverses formes de l'anticolonialisme français ». Des documents (articles de presse, discours, poèmes, photographies) complètent l'ensemble.

Alain Ruscio retrace la genèse de l'affaire, qui conduit ce militant, communiste depuis l'âge de 16 ans, ancien FTP, en prison pour un peu plus de trois ans (il est libéré en catimini le 2 août 1953), en l'inscrivant dans cette période de guerre froide, très conflictuelle, où le Parti communiste et les organisations de masse qu'il inspire se battent sur plusieurs fronts à la fois – front social, front politique, front idéologico-culturel – mais arrimés à la même problématique: la lutte pour la paix, dont les lignes directrices ont été fixées par divers textes de la direction du Parti, dont celui du secrétaire général Maurice Thorez au Comité central le 29 septembre 1950, et par le rapport du soviétique Souslov au Kominform les 27-28 novembre 1949. En ce qui concerne la guerre d'Indochine, cette « sale guerre » pourtant dénoncée par le Parti communiste dès janvier 1948, après ce que Ruscio nomme « une période d'hésitations, de tâtonnements, sans doute de sous-estimation de la gravité de la guerre » (p. 49) qui couvre les années 1947-1948 ainsi que les premiers six mois de 1949, des directives précises émanent du Comité central du PCF (rapport de Fajon le 9-10 décembre 1949) pour lancer des actions « dures » contre la production et le transport de matériel de guerre à destination du Vietnam, et également pour soutenir soldats, marins et militants impliqués dans

ces actions. D'où les multiples manifestations, la plupart sous l'égide des Combattants de la Liberté et de la Paix, de ce début d'année 1950 : à Tours le 23 février (à laquelle participera la jeune militante Raymonde Dien en se couchant sur les rails, ce qui lui vaudra arrestation, procès et prison, du 24 février au 24 décembre 1950 : voir le récit, par Alain Ruscio également, p. 171-177), à Roanne le 23 mars, à Saint-Brieuc le 11 mai (arrestations de militants et procès dans les deux cas), etc. C'est alors que le PCF, conscient que ces actions « à la limite, parfois au-delà de la limite, des raids de commandos », comme les caractérise l'auteur (p. 55), risquent de le « couper des masses » (Secrétariat du Parti, 9 juin 1950), décide de construire une campagne plus classique, autour des droits démocratiques : « La place était libre pour l'Affaire Henri Martin » (p. 56).

Pilotée par André Marty, chargé depuis septembre 1949 de la lutte contre la guerre d'Indochine, et le Secours populaire français, cette campagne, qui est « stratégiquement orchestrée dans l'optique de l'ouverture » (Axelle Brodiez, p. 112) peut être qualifiée d'archétypale en ce sens que le Parti communiste a su saisir « avec un sens politique incontestable, une opportunité pour faire d'un cas humain un levier pour développer la lutte » contre cette guerre (Alain Ruscio p. 71). Elle est aussi archétypale par la stature de Marty<sup>22</sup>, héros/mutin de la Mer Noire, car cette campagne permet la « réactivation de son propre personnage devenu mythique au profit d'un nouveau mythe à construire », celui d'Henri Martin (Axelle Brodiez p. 121). La mobilisation des communistes (presse, meetings, manifestations) secondés par des chrétiens (voir la communication de Sabine Rousseau, p. 159-170), des intellectuels, y compris l'équipe des *Temps Modernes* autour de Sartre, qui consacre un numéro à la dénonciation de la guerre (août-septembre 1953), des peintres (Picasso, Léger, Taslitzky) des dessinateurs (Mittelberg et Maurice Damois réalisent chacun une bande dessinée sur la vie exemplaire d'Henri Martin) et même des comédiens (une pièce, « Drame à Toulon », jouée par la troupe des *Pavés de Paris* : voir le témoignage de Jacques Mignot, p. 187-194) tous au service des différents Comités de défense, aboutit à la libération de ce militant à l'été 1953. Mais, comme le remarque Alain Ruscio, en graciaant Henri Martin le même jour que deux collaborateurs notoires (Benoist-Méchin et Pierre-Antoine Cousteau) afin que la libération du militant anti-guerre n'apparaisse pas comme « une victoire du Parti communiste » (voir *Mon septennat*, de V. Auriol, cité p. 99), le président de la République, le socialiste Vincent Auriol, fait preuve de ce qu'il lui faut bien appeler une « bassesse » (p. 98). La pertinence et l'impact de cette campagne permettent, selon Alain Ruscio, au Parti communiste de briser son isolement au sein de la société (ce qui à mon sens mériterait d'abord de s'attarder sur cette notion d'isolement avant d'imputer le mérite de l'avoir abattu à la

stratégie mise en place alors ; ensuite, ce n'est pas la seule mobilisation construite par les communistes qui sut attirer au-delà des traditionnels alliés, pensons par exemple à l'affaire Rosenberg) et de faire progresser, au sein d'une population imprégnée d'idéologie coloniale républicaine depuis un siècle, la dénonciation d'une guerre lointaine, dénonciation impulsée, il est vrai, dès le début, par des minoritaires d'extrême gauche, en particulier les trotskistes du Parti communiste internationaliste qui soutenaient le Vietminh à partir de 1945<sup>23</sup>. Néanmoins, seuls les communistes possédaient les moyens humains et organisationnels pour influencer de larges secteurs de la population et faire admettre ce que les dirigeants politiques et militaires du pays pronostiquaient, mais bien sûr en privé, dès 1951 : « l'Indochine est perdue ! » (Voir les différentes remarques citées p. 106).

La guerre d'Indochine est bien évidemment évoquée dans le second ouvrage d'Alain Ruscio, *La question coloniale dans « L'Humanité » (1904-2004)*. C'est à un véritable travail de recension de (presque) tous les articles concernant les anciennes colonies françaises, cette fameuse « tache rose » des planisphères d'antan que nous évoquions plus haut, parus dans le quotidien socialiste, devenu communiste après le Congrès de Tours en 1921, que s'est d'abord livré l'auteur. De cette liste, partielle mais néanmoins la première du genre, de plus de 2 500 articles (dont les titres occupent 96 pages de l'ouvrage !), Alain Ruscio en a extrait 252 (soit environ 10%), choix dicté par le respect des équilibres régionaux (le Maghreb et l'Indochine sont néanmoins privilégiés par rapport à l'Afrique noire, pourtant, mais deux guerres de libération expliquent bien évidemment cette surreprésentation), des périodes et des genres (reportages ou articles théoriques). Les articles et leurs auteurs sont présentés succinctement, mais des notes de bas de pages précisent de manière détaillée les événements, les dates et les notions du corps des articles. Alain Ruscio a également eu à cœur d'inclure quelques caricatures (Gassier, Eiffel, Mittelberg par exemple), même si les contraintes éditoriales (un recueil de textes) ont limité ses envies.

Toutes les grandes « plumes » anti-colonialistes du mouvement ouvrier (socialistes, pacifistes, communistes) sont là : d'Anatole France et Félicien Challaye à Paul Vaillant-Couturier, de Romain Rolland à Roger Vaillant. Le lecteur et le chercheur pourront y trouver textes et événements qui honorent les communistes des années vingt et trente, comme la dénonciation de la guerre du Rif (Maroc) en 1925 et de l'exposition coloniale internationale à Paris en mai 1931, l'organisation des travailleurs coloniaux, dont ce 1<sup>er</sup> Congrès des ouvriers nord-africains de décembre 1924, le soutien actif, via le Secours rouge, aux nombreux militants emprisonnés (ainsi au début de 1934, contre la répression en Indochine). Ils y trouveront également ceux

qui, non seulement « posent problème », comme l'énonce par euphémisme l'auteur (p.15), mais surtout indiquent que le Parti communiste français éprouve, surtout après la seconde guerre mondiale, de sérieuses difficultés à nouer de manière cohérente la question de la décolonisation à celle d'une défense de la nation française, cette fameuse « plus grande France », conçue d'abord comme une « France nouvelle », puis dès 1947 comme un « bastion » face aux menées de l'impérialisme américain, dans un moment historique fortement marqué, de plus, par l'anti-fascisme. D'où la caractérisation des émeutes de Sétif et de Guelma (Algérie) le 8 mai 1945 comme provocation des « complices de l'hitlérisme en Afrique du Nord : les Seigneurs de la terre, des mines, de la banque, les féodaux (...) et les hommes de Vichy »<sup>24</sup> ou les références appuyées au maintien de ces territoires dans une Union française ô combien archaïque au vu des enjeux de l'époque. Comme l'indique Ruscio, les prises de positions publiques de 1945 « ont creusé un fossé, qui s'est révélé infranchissable » (p. 202) entre communistes et nationalistes algériens. Fossé que les prises de position reconnaissant la validité des « revendications nationales de l'immense majorité des Algériens » (déclaration du PCF du 9 novembre 1954, p. 302-303) ou condamnant l'usage de la torture, et ce dès le 8 novembre 1954 (p. 301-302), ne combleront pas, d'autant plus que les militants algériens devront attendre le 1<sup>er</sup> semestre 1956<sup>25</sup> et surtout un discours de Thorez en février 1957, pour que le PCF fasse sienne le « fait national algérien »<sup>26</sup>. En ce qui concerne les militants communistes qui refusèrent de servir en Algérie (Alban Liechti en juillet 1956 et d'autres cités dans la note 32 p. 326-327) ou qui passèrent du côté des maquisards du FLN (comme l'aspirant Henri Maillot<sup>27</sup>), le Parti est plus que discret envers leurs actions, pour des raisons de politique intérieure (ce que Alain Ruscio nomme l'« illusion unitaire avec la SFIO » au printemps et à l'été 1956, p. 313 et 326), mais surtout en vertu d'une ligne politique strictement léniniste qui condamne les actions individuelles coupées de la masse des travailleurs. Ce problème s'était déjà posé lors de la guerre d'Indochine, mais avec moins de réticences néanmoins, du fait de l'identité communiste des maquisards vietminh, ce qui n'est pas le cas des combattants algériens : ainsi, depuis les travaux de Jacques Doyon<sup>28</sup> et de Ruscio<sup>29</sup>, l'on sait maintenant, même si l'histoire complète et détaillée reste à en faire, que le Parti communiste, en janvier 1951, envoya au Nord Vietnam deux conseillers spéciaux, « André », un secrétaire de fédération, ancien FTP et « Roland », afin de mener un travail d'agitation et d'organisation parmi les prisonniers du corps expéditionnaires français. En Algérie, le PCF n'envoya que des avocats pour défendre les emprisonnés... (p. 321). Pourtant, les rapports entre communistes français et militants du FLN furent peut-être moins distants qu'on ne le croit. Ainsi, dans un récit sur ses parents communistes, l'écrivain Bernard Ruhaud

raconte : « Au plus fort de la guerre, nous cacherons aussi un clandestin, probablement un responsable du FLN ou du PC algérien »<sup>30</sup>. Ce père, décrit comme un militant fidèle, chargé pendant l'Occupation de l'organisation du parti dans un réseau sous les ordres de Henri Rol-Tanguy, ne peut avoir agi sans l'aval de ses supérieurs.

Comme l'on peut s'en rendre compte, ce recueil, par sa richesse documentaire et par son appareillage critique, va rendre de grands services à tous ceux qui s'intéressent aux luttes anticolonialistes, mais également à ceux qui étudient la presse communiste, puisque ce travail enrichit le « territoire » historique de *L'Humanité*, déjà exploré par le colloque d'avril 2004 et la publication de ses actes<sup>31</sup>, ainsi que par un numéro des *Cahiers d'histoire*<sup>32</sup>. Sur les grandes questions qui ont agité les organisations ouvrières et révolutionnaires à propos de la décolonisation, de la lutte armée, de la solidarité envers les populations opprimées, des rapports avec l'islam aussi<sup>33</sup>, il devient désormais possible, par ce corpus de textes, de comparer avec les positions de la SFIO (dès 1921), des socialistes dissidents ou marginaux, des différents courants trotskistes, des libertaires etc. même si, pour toutes ces organisations ou individus, un recensement identique à celui-ci fait pour l'instant cruellement défaut<sup>34</sup>.

Le dernier ouvrage (*Officier et communiste dans les guerres coloniales*), rédigé par Isabelle Sommier à partir d'entretiens, de notes manuscrites, d'archives personnelles de l'ancien officier communiste Jean Brugie<sup>35</sup>, croisés avec des archives militaires, est présenté par l'auteure comme une « histoire singulière des officiers communistes engagés dans les guerres coloniales » (p. 23) à partir d'un témoin privilégié. Cette spécialiste de la violence politique effectua de 2001 à 2003 une recherche sur « Le conflit d'engagement des officiers communistes dans les guerres coloniales. Une autre approche de la violence » grâce au CNRS. Ses premières conclusions sont livrées au VIIe Congrès de l'Association française de science politique en 2002<sup>36</sup>, et ce livre conclut donc ses travaux. Maquisard à 17 ans, admis sur concours à l'école des élèves officiers de Saint-Cyr-Coëtquidan en 1947, Jean Brugie devient communiste en 1949. Le monde est alors en pleine « guerre froide », l'URSS, les partis et organisations communistes (re)deviennent l'ennemi principal dans l'espace « atlantique » et l'Etat français est confronté à une guerre révolutionnaire menée par le Vietminh dans ce qui s'appelait alors l'Indochine. Très vite, une question se pose à ce militant et à ses camarades : comment peut-on demeurer un bon communiste dans une guerre coloniale ? Doit-on rester dans cette armée coloniale engluée de plus en plus dans une « sale guerre » pour y « travailler » comme communiste, avec une marge de manœuvre plus qu'étroite du fait de l'inévitable surveillance de la Sécurité militaire, renforcée jusqu'à l'hystérie par le contexte

« anti-Rouges » du moment, ou doit-on démissionner ? Pour le militant discipliné que fut Jean Brugié pendant presque 30 ans, une fois exclue l'hypothèse de la désertion et du passage dans les rangs Vietminh – comme le firent pourtant sur place un certain nombre de communistes, dont Georges Boudarel, devenu par la suite une figure exemplaire pour les uns et abominable pour les autres, n'est qu'un cas emblématique<sup>37</sup> – la décision de rester est finalement celle qui est choisie, après un entretien avec un proche de Charles Tillon, un des dirigeants du PCF. Une fois sur place, en Indochine de 1951 à 1953, puis en Tunisie et enfin en Algérie de 1957 jusqu'à la fin 1961, Jean Brugié se rend assez vite compte que lui-même et les rares officiers communistes qui ont échappé à l'épuration lancée en 1950-1951 par le pouvoir, et en particulier par les socialistes Max Lejeune (ce secrétaire d'Etat à la guerre envoie une note aux généraux du corps expéditionnaire en octobre 1950) et Jules Moch, alors ministre de la Défense nationale du gouvernement Pleven (p. 144 à 149) ne pourront guère influencer leurs camarades, encore moins influencer sur le cours des événements. D'Indochine, Jean Brugié réussira à faire parvenir au Parti communiste des photographies d'exactions commises par les troupes françaises ou les supplétifs recrutés parmi les populations montagnardes : ces photos sont publiées dans *L'Humanité*, *France Nouvelle*, *Action* et alimentent les campagnes contre la « sale guerre ». Il rédige aussi, clandestinement, des notes de synthèses et des analyses de la situation, en souhaitant que cela puisse aider le Parti. En Algérie, toujours aussi surveillé, il participe néanmoins aux actions contre le putsch des « généraux félons ». Mais au final, cela lui paraît néanmoins bien peu, d'autant plus que les perspectives de bouleversement politique et social, palpables dans les premières années qui suivent la Libération, s'éloignent chaque année un peu plus. Revenu en métropole en 1962, il se retrouve affecté à Versailles, au Dépôt central des isolés (DCI), sorte de « réserve » pour officiers communistes éloignés des combats par l'Etat, lieu de relégation auquel il avait réussi à échapper jusqu'alors. Dégagé des cadres de l'armée en 1966, il devient pour une dizaine d'années militant à plein temps au Parti communiste, expert officieux des questions de défense auprès du Comité central et entretenant des rapports fréquents et fraternels avec Henri Rol-Tanguy (ex-relégué lui aussi au DCI) dont il devient un des secrétaires. En mai 1977, le PCF annonce son ralliement à la force de frappe nucléaire, ce qui est en contradiction avec les positions défendues jusqu'alors par ce parti, et que Jean Brugié défendait dans les commissions spécialisées. « Le camarade Brugié ne pouvait l'accepter ; il le cria haut et fort, et fut exclu » (p. 8). Fin de partie, même si communistes rénovateurs, puis trotskystes, altermondialistes ou libertaires l'ont vu, à un moment ou à un autre, s'engager à leurs côtés, mais sans rien savoir de son itinéraire d'officier communiste au sein du plus redoutable des appareils idéologiques d'Etat, l'armée. Acteur

effectivement privilégié d'une histoire restée longtemps secrète, si l'on excepte l'ouvrage collectif paru en 2001, *De la Résistance aux guerres coloniales*<sup>38</sup>, dans lequel cet officier témoignait déjà, et quelques pages de la thèse d'Alain Ruscio<sup>39</sup> sur les communistes membres du corps expéditionnaire en Indochine, Jean Brugié sort de l'ombre, comme Pierre-Alban Thomas ou Claude Vinci<sup>40</sup>, comme eux sans doute inquiet « du fulgurant oubli qui menace le siècle qui vient de passer » (p. 336), oubli qui ne peut être comblé que par un *devoir d'histoire*, en travaillant sur la mémoire.

## **Conclure ?**

En amorce d'un début de bilan sur la question encore « brûlante » de la position (des positions plutôt) des communistes français vis-à-vis des guerres coloniales de l'Etat français, ces ouvrages, ainsi que la publication récente des travaux d'Axelle Brodiez sur les mobilisations du Secours populaire lors de la guerre d'Algérie<sup>41</sup>, nuancent fortement, voire infirment, la « légende noire » d'une non-implication des organisations communistes dans les combats anticolonialistes français de la seconde moitié du XXe siècle. Sans faire aucunement l'impasse sur les erreurs, les fautes ou la pusillanimité imputées aux différentes instances dirigeantes communistes, que ce soit pendant la guerre d'Indochine ou plus souvent encore lors de la guerre de libération en Algérie, il semble qu'au fur et à mesure des témoignages, ainsi que des quelques travaux universitaires sur ce qu'on nomme le « conglomérat communiste<sup>42</sup> », un véritable combat révolutionnaire anti-colonialiste apparaisse, aux contours encore mal définis. Beaucoup reste à faire, pourtant, en particulier sur de multiples « périphéries militantes » plutôt mal connues. Que l'on songe, par exemple, à l'expérience internationaliste en Algérie, après l'indépendance de 1962, de ces militants connus sous le nom de « pieds-rouges », parmi lesquels de nombreux communistes, sur laquelle n'existe, à ma connaissance, aucun travail, alors qu'un certain nombre d'indications se trouvent par-ci par-là au gré des souvenirs des acteurs de ce « moment anticolonialiste » : citons, parmi d'autres, Jacques Charby, Didar Fawzy-Rossano, Stanislas Tomkiewicz, Catherine Lévy etc.<sup>43</sup>. Egalement, des recherches sur l'iconographie (dessins de presse et affiches) et le discours propagandiste anti-colonialistes, dans la sphère communiste, nous renseigneraient sur les représentations du colonisé, du colon et du combattant, sur la circulation et l'appropriation de ces différents types de discours ainsi que sur leur construction. En somme, le « grand récit anticolonialiste<sup>44</sup> » du communisme est loin d'être clos, et de nombreux chapitres ne sont encore qu'en chantier ou restent tout bonnement à écrire.

Christian Beuvain, *Dissidences* et IHC CNRS-UMR 5605

<sup>1</sup> Voir Claude Liauzu, « Les historiens saisis par les guerres de mémoires coloniales », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 52-4 bis, supplément 2005, p. 99109. Du même auteur, sous sa direction, *Violence et colonisation : Pour en finir avec les guerres de mémoires*, Paris, Syllepse, 2003, 214 p. Sur la logique victimaire à l'oeuvre dans nos sociétés depuis une dizaine d'années, lire Jean-Michel Chaumont, *La concurrence des victimes*, Paris, La Découverte Poche, 1997, ainsi que Jean-Marie Apostolides, *Héroïsme et victimisation*, Paris, Exils, 2003. Les réflexions les plus pertinentes et les plus stimulantes sont celles de Romain Bertrand, « Les sciences sociales et le « moment colonial » : de la problématique de la domination coloniale à celle de l'hégémonie impériale », *Questions de recherche* (CERI, Sciences Po-CNRS-UMR), n° 18, juin 2006 ; de ce chercheur, à paraître : *Mémoires d'empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Paris, Editions du Croquant et Savoir/Agir (septembre 2006).

<sup>2</sup> Cet article 4 de la loi sur les rapatriés du 23 février 2005 stipulait, entre autres, que les « programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ».

<sup>3</sup> La première pétition contre la loi est lancée par six historiens le 23 mars 2005.

<sup>4</sup> Ce terme d'« Indigènes » obtient, de plus, grâce au film homonyme de Rachid Bouchareb (septembre 2006) une sorte de reconnaissance officielle dans la sphère publique, alors qu'il s'agit, là encore, d'une autre situation et d'un autre contexte historique, avec des enjeux différents à la clé. Enjeux dont certains sont d'ailleurs plus ou moins occultés dans le scénario de ce film, comme le rappelait très récemment l'historien Benjamin Stora, spécialiste de la guerre d'Algérie et de la décolonisation, dans un entretien au journal *Le Monde* (27 septembre 2006). Les enrôlements dans l'armée, par exemple, loin de s'effectuer unanimement dans l'enthousiasme, étaient souvent forcés. L'historien rappelle également ce que la découverte d'un univers urbain, pour ces ruraux habitués à une société coloniale rurale hiérarchisée et traditionaliste à l'extrême, a pu représenter comme choc culturel, assez bénéfique cependant pour permettre, chez certains, l'émergence d'une conscience politique.

<sup>5</sup> Selon le discours de la députée UMP Michèle Tabarot, en défense de la loi du 23 février 2005, lors du débat à propos d'une possible abrogation de l'article 4, le 29 novembre 2005, à l'Assemblée nationale : « La France a posé les jalons de la modernité en Algérie ».

<sup>6</sup> Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Le Seuil, 1971, p. 183 et 186.

<sup>7</sup> Le 16 janvier 2005, un Appel pour des Assises de l'anti-colonialisme post-colonial paraît sous le titre « Nous sommes les indigènes de la République ! ». Initié par différents collectifs (dont celui des Musulmans de France, proche des thèses de Tariq Ramadan et Les mots sont importants) et personnalités, ce texte suscite plus ou moins rapidement débats et controverses, tant dans l'espace public élargi que dans celui plus restreint de la gauche, des Verts et de l'extrême gauche (des militants du PCF, des Verts et de la LCR ayant signé ce texte). Du côté des organisations se réclamant peu ou prou du trotskysme, la condamnation des orientations de l'Appel est sans équivoque au Parti des travailleurs (PT), à Lutte ouvrière (LO). La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), par un communiqué (3 mars 2005), condamne l'Appel, mais cette organisation est celle dans laquelle il y a eu le plus de remous (comme lors de l'« affaire du foulard islamique ») au point qu'un certain nombre de militants ou de sympathisants ne partagent pas cette condamnation. On peut lire l'Appel sur le site islamiste <http://oumma.com> et sur celui du Collectif Les mots sont importants, <http://lmsi.net>

<sup>8</sup> Christine Delphy, « Un mouvement, mais quel mouvement ? Remarques sur la construction d'un « mouvement des Indigènes » », 7 juin 2005, sur le site Les mots sont importants, [http://lmsi.net/impression.php3?id\\_article=411](http://lmsi.net/impression.php3?id_article=411)

<sup>9</sup> Philippe Poirrier, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, coll. « Points-Histoire », 2004, p. 207.

<sup>10</sup> Michel Hastings, « Les filigranes du communisme français », in Daniel Cefai (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, coll. « La politique éclairée », 2001, p. 328.

<sup>11</sup> Jean-Guillaume Lanuque, Aurélien Moreau (coord.), « Anticolonialisme(s) révolutionnaire(s) », dossier, *Dissidences/BLEMR*, n° 9, octobre 2001, p. 23-39.

<sup>12</sup> Aurélien Moreau, « Extrême gauche et guerre d'Algérie. Etat des lieux et pistes de recherche », *Dissidences/BLEMR*, n° 12-13, octobre 2002/janvier 2003, p. 21-24. Citons ici les travaux de Sylvain Pattieu, *Les camarades des frères. Trotskystes et libertaires pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, coll. « Utopie critique », 2002 et de Sylvain Boulouque, *Les anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2003.

<sup>13</sup> « Cinquante ans après, la guerre d'Algérie reste un sujet d'embarras pour le PCF », *Le Monde*, 29 octobre 2004.

<sup>14</sup> Dans ses souvenirs, qui viennent de paraître sous le titre de *Mémoire algérienne : souvenirs de luttes et d'espérances* (Stock, 2005, 411 p.) le dirigeant communiste algérien Henri Alleg, arrêté et torturé par l'armée française en juin 1957 (voir son ouvrage *La Question*, Editions de Minuit, 1958.) évoque, lui, l'anticommunisme récurrent de nombreux cadres du FLN.

<sup>15</sup> Gilbert Meynier, « Psychanalyse du FLN ou les valeurs d'une fraternité de guerriers », *Dissidences/BLEMR*, n° 9, octobre 2001, p. 29-33.

<sup>16</sup> Aurélien Moreau, « Extrême gauche et guerre d'Algérie. Etat des lieux et pistes de recherche », *Dissidences/BLEMR*, n° 12-13, op. cit., p. 21-24.

<sup>17</sup> Aurélien Moreau, « Extrême gauche et guerre d'Algérie », *Dissidences/BLEMR*, n° 12-13, op. cit., p. 22.

<sup>18</sup> « Les communistes et la guerre d'Algérie », *L'Humanité*, 1<sup>er</sup> juillet 2003.

<sup>19</sup> Comme par exemple Daniel Timsit, *Récits de la longue patience*, Paris, Bouchène/Flammarion, 2002, ou Henri Alleg, *Mémoire algérienne : souvenirs de luttes et d'espérances*, op. cit.

<sup>20</sup> Citons, du côté communiste, Pierre Durant, *Cette mystérieuse section coloniale. Le PCF et les colonies*, Paris, Messidor, 1985 ou Boualem Khalifa, Henri Alleg, Abdelhamid Benzine, *La grande aventure d'« Alger Républicain »*, Paris, Messidor, 1987 et du côté « gauchiste » Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Paris, Maspero, 1971, Francis Joucelain, *Le Parti communiste français et la première guerre d'Indochine*, Paris, Maspero,

Cahiers Rouges série « Marx ou crève » n° 8, 1973, Grégoire Madjarian, La question coloniale et la politique du Parti communiste français, 1944-1947, Paris, Maspéro, 1977 ou René Dazy, *La Partie et le Tout. Le PCF et la guerre franco algérienne*, Paris, Syllepse, 1990. Une approche universitaire dans Alain Ruscio, *Les communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954*, Paris, L'Harmattan, 1985, Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme, 1920-1962*, Paris, Presses de la FNSP, 1976, et Danièle Joly, *The French Communist Party and the Algerian War*, New York, Saint-Martin's Press, 1991. Parmi les témoignages, on pourra se reporter, par exemple, à ceux de Didar Fawzy-Rossano, *Mémoires d'une militante communiste (1942-1990) du Caire à Alger, Paris, et Genève*, Paris, L'Harmattan, 1997, ou de Robert Bonnaud, *L'histoire, le progrès, le communisme. Théories et confidences*, Paris, Editions Kimé, 1998. On n'oubliera pas, bien entendu les deux ouvrages sur les réseaux d'aide au FLN, celui de Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Les porteurs de valises. La résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1979, rééd. Le Seuil, coll. « Points Histoire », 2001 et celui de Jacques Charby, un des membres du réseau Jeanson, *Les porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie : les acteurs parlent*, Paris, La Découverte, 2003.

<sup>21</sup> Abdelhamid Djebbar, *La question nationale et coloniale et le mouvement communiste, le cas de l'Algérie. Le Parti communiste et le mouvement nationaliste 1935-1956*, thèse, IEP Grenoble, 1975, Sandrine Ségui, *Les communistes français en guerre d'Algérie : histoire, mémoires et représentations (1954-1962)*, thèse, Université de Provence, 1994, 1083 p., Anissa Bouayed, *La CGT et la guerre d'Algérie*, thèse, Paris VII, 1985, 560 p.

<sup>22</sup> Sur André Marty, on consultera, en attendant une biographie annoncée de Claude Pennetier et Rémi Skoutelsky, l'ouvrage de Paul Boulland, Claude Pennetier, Rossana Vaccaro, *André Marty, l'homme, l'affaire, l'archive*, Paris, CODHOS édition, 2005, 190 p.

<sup>23</sup> Par exemple, on peut se reporter au numéro de *La Vérité* du 4 octobre 1945, avec un dessin en première page montrant un Vietnamien brisant ses chaînes et brandissant le drapeau vietminh face à des chars japonais, britanniques et français. Pour une approche synthétique, voir le Cahier du CERMTRI n°112 sur « Les trotskystes et l'Indochine de 1945 à 1954 ».

<sup>24</sup> *L'Humanité* du 13 mai 1945, cité p. 204.

<sup>25</sup> Un article du géographe communiste Jean Dresch dans *La Pensée* en juillet-août 1956.

<sup>26</sup> Sur ces questions, consulter René Gallissot, *Maghreb-Algérie. Classes et nation*, tome II, « Libération nationale et guerre d'Algérie », Paris, Arcantère Editions, coll. « Mémoires et identités », 1987.

<sup>27</sup> Serge Kastell, *Le maquis rouge*, Paris, L'Harmattan, 1997.

<sup>28</sup> Jacques Doyon, *Les soldats blancs de Hô Chi Minh*, Paris, Fayard, 1973, 521 p.

<sup>29</sup> Alain Ruscio, *Les communistes français et la guerre d'Indochine 1944-1954*, op. cit.

<sup>30</sup> Bernard Ruhaud, *La première vie*, Paris, Stock, 1999, p. 38-39.

<sup>31</sup> Christian Delporte, Claude Pennetier, Jean-François Sirinelli, Serge Wolikow (dir.), *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2004.

<sup>32</sup> « *L'Humanité. La guerre et la paix 1904-2004* », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 92, 3<sup>e</sup> trimestre 2003.

<sup>33</sup> On lira par exemple le texte de Magdeleine Marx, de 1922 (Alain Ruscio, *La question coloniale dans « L'Humanité » (1904-2004)*, op. cit., p. 70).

<sup>34</sup> Peut-être nous appartiendra-t-il, à *Dissidences*, un jour prochain, de combler une ou plusieurs de ces lacunes....

<sup>35</sup> Ce militant a également fait l'objet d'un documentaire de Gérard Milhès et Jean-Pierre Vedel, *Jean Brugié, guerre et utopie*, INA, diffusé sur FR3 Sud le 26 mars 2005.

<sup>36</sup> Isabelle Sommier, « Une double radicalité ? La trajectoire d'un officier communiste engagé dans les guerres coloniales », VII<sup>e</sup> Congrès de l'Association française de science politique, Lille, 18-21 septembre 2002.

<sup>37</sup> Sur cette question des « transfuges », on ne dispose encore que de peu de travaux sérieux et récents. On consultera un ouvrage ancien, d'un journaliste, mais d'une facture honorable, Jacques Doyon, *Les soldats blancs de Hô Chi Minh*, op. cit. Sur Georges Boudarel, voir ses mémoires, *Autobiographie*, chez Jacques Bertoin (1991), plutôt décevantes, « Le dossier de l'affaire Boudarel », *L'Histoire*, n° 144, mai 1991, p. 48-54, et la notice nécrologique rédigée par Jean-Claude Pomonti lors de sa mort le 26 décembre 2003, dans *Le Monde*, 30/12/2003. Enfin, une BD extrêmement bien réalisée, traite de cette question des jeunes soldats du corps expéditionnaire français qui rallièrent le camp des combattants vietminh. Elle est l'œuvre de Christian Lax (dessinateur) et Frank Giroud (scénariste), est publiée aux éditions Dupuis, collection « Aire Libre », et s'intitule *Les oubliés d'Annam* (2000, 118 pages). Une préface précise les raisons qui ont poussé ces auteurs à traiter cette histoire à travers une fiction romanesque.

<sup>38</sup> Collectif, *De la Résistance aux guerres coloniales. Des officiers républicains témoignent*, Paris, L'Harmattan 2001.

<sup>39</sup> Alain Ruscio, *Les communistes français et la guerre d'Indochine 1944-1954*, op. cit., p. 371-376.

<sup>40</sup> Ces deux militants viennent d'écrire leurs témoignages : Claude Vinci, *Les portes de fer. « Ma » guerre d'Algérie et « ma » désertion*, Pantin, Le Temps des cerises, 2002, 97 p., Pierre-Alban Thomas, *Les désarrois d'un officier en Algérie*, Paris, Le Seuil, 2002.

<sup>41</sup> Axelle Brodiez, « Le Secours populaire français dans la guerre d'Algérie. Mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse », *Vingtième siècle. Revue d'Histoire*, n° 90, avril-juin 2006, p. 47-59.

<sup>42</sup> La notion de conglomérat, très récemment utilisée par Axelle Brodiez dans sa thèse sur le Secours populaire (*Le Secours populaire français 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, 365 p.) est empruntée à Jacques Ion (*La fin des militants ?*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997) et caractérise les organisations dites « satellites » gravitant autour d'un centre politique, en l'occurrence ici le Parti communiste français : la CGT, le Mouvement de la paix, le Secours populaire, l'Union des femmes françaises, la FSGT, le MRAP etc.

<sup>43</sup> Jacques Charby (décédé le 1<sup>er</sup> janvier 2006), militant des réseaux d'aide au FLN, s'installe dans l'Algérie indépendante de 1962 à 1966, et il y réalisera le premier long-métrage de la jeune République, *Une si jeune paix* ; Didar Fawzy-Rossano, dans son livre (*Mémoires d'une militante communiste (1942-1990) du Caire à Alger, Paris, et Genève*, op. cit.), indique qu'elle travailla au Ministère de la jeunesse pour organiser des stages avec des militant(e)s comme le futur maoïste Tienot Grumbach, la romancière Ania Francos (*La blanche et la rouge*, Julliard, 1964), le cinéaste André Vautier, l'ex-déserteur Maurienne, tout en croisant le futur PDG de chaînes de télévision Hervé Bourges, Jacques Vergés ou le dirigeant de la 4<sup>e</sup> Internationale, Michel Raptis dit « Pablo ». Le pédo-psychiatre et militant communiste Stanislas Tomkiewicz, dans ses souvenirs (*C'est la lutte finale etc.*, Paris, Editions de La Martinière, 2003) parus après son décès (5 janvier 2003) évoque l'équipe médicale, composée de Marcel-Francis Kahn, Jean-Michel Krivine, André Basch etc. qui organisa une formation accélérée d'aides médicaux ruraux, Catherine Lévy fut enseignante à Alger de 1962 à 1965, membre du syndicat UGTA (dans *Clio*, n° 5, 1997, lire son récit de la manifestation des femmes d'Alger le 8 mars 1965, qui vit ces femmes jeter leurs voiles dans les eaux du port). Citons enfin un roman policier de François Muratet (*Le pied-rouge*, Paris, Le Serpent à plumes, 1999, 263 p.) qui intègre ces expériences à sa trame romanesque.

<sup>44</sup> Cette référence au « grand récit » est bien sûr en hommage aux travaux de Marc Angenot sur les récits socialistes et utopistes (on voudra bien se reporter aux différentes notes de lecture qui concernent les derniers ouvrages de cet auteur majeur, sur notre site).